

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

**Prestation de conciergerie connectée et organisation d'animations « Qualité de Vie au Travail » pour les services du Premier ministre**

**Numéro de consultation : 24\_BAM\_024\_R**

**Procédure de passation : Appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 et R. 2185-1 à R. 2185-2 du code de la commande publique**

## Table des matières

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DES PARTIES CONTRACTANTES .....	4
1.1 Acheteur .....	4
1.2 Titulaire .....	4
ARTICLE 2 – OBJET LA CONSULTATION .....	4
ARTICLE 3 – PROCÉDURE DE PASSATION .....	4
ARTICLE 4 – SUBDIVISION DE LA CONSULTATION .....	4
4.1 Allotissement .....	4
4.2 Tranches .....	4
ARTICLE 5 – VARIANTES.....	4
ARTICLE 6 – FORME ET MONTANT DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 7 – DURÉE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 8 – LANGUE DU MARCHÉ .....	5
ARTICLE 9 – UNITÉ MONÉTAIRE DU MARCHÉ .....	5
ARTICLE 10 – ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 11 – PÉRIMÈTRE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ .....	6
ARTICLE 12 – PIÈCES CONTRACTUELLES.....	6
ARTICLE 13 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	6
13.1 Devoir d'information et de conseil .....	6
13.2 Obligation de confidentialité .....	7
13.3 Conflits d'intérêts .....	7
13.4 Obligations sociales .....	7
13.5 Responsabilité du titulaire .....	8
13.6 Traitement des données à caractère personnel .....	8
ARTICLE 14 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	9
14.1 Prestations forfaitaires .....	9
14.2 Bons de commande .....	9
ARTICLE 15 – REPRÉSENTATION DES PARTIES ET NOTIFICATIONS .....	10
15.1 Représentation des parties.....	10
15.2 Notifications .....	10
ARTICLE 16 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION .....	10
ARTICLE 17 – PRIX.....	10
17.1 Forme et contenu des prix.....	10
17.2 Variation des prix.....	11
ARTICLE 18 – RÉGIME FINANCIER .....	12
18.1 Avances .....	12
18.2 Acomptes.....	12
18.3 Paiement partiel définitif et solde.....	13
18.4 Retenue de garantie et cautionnement.....	13

18.5 Cession ou nantissement de créance .....	13
18.6 Intérêts moratoires .....	13
<b>ARTICLE 19 – RÈGLEMENT DES PRESTATIONS .....</b>	<b>13</b>
19.1 Contenu des factures.....	13
19.2 Taux de TVA.....	14
19.3 Transmission des factures .....	14
19.4 Désignation du comptable assignataire et de l’ordonnateur .....	14
<b>ARTICLE 21 – PÉNALITÉS .....</b>	<b>15</b>
21.1 Stipulations générales.....	15
21.2 Pénalités pour retard.....	15
21.3 Autres pénalités .....	16
<b>ARTICLE 22 – STIPULATIONS DIVERSES .....</b>	<b>16</b>
22.1 Double labellisation.....	16
22.2 Sous-traitance .....	17
22.3 Propriété intellectuelle.....	17
22.4 Assurances .....	17
22.5 Mesures de sécurité et modalités d’accès aux sites .....	18
22.6 Résiliation.....	18
22.8 Différends .....	18
22.9 Litiges et contentieux .....	18
<b>ARTICLE 23 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....</b>	<b>19</b>

## ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DES PARTIES CONTRACTANTES

### 1.1 Acheteur

L'État, représenté par la **Direction des services administratifs et financiers du Premier ministre (DSAF)** - Secrétariat Général du Gouvernement - 20 avenue de Ségur, 75007 Paris.

**Représentée par Monsieur Serge DUVAL**, Directeur des services administratifs et financiers du Premier ministre, nommé par décret du 7 mai 2015 publié au JO n°0107 du 8 mai 2015.

### 1.2 Titulaire

Le titulaire est l'opérateur économique qui s'est vu attribuer le marché et qui a signé l'acte d'engagement. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

## ARTICLE 2 – OBJET LA CONSULTATION

Prestation de conciergerie connectée et organisation d'animations « Qualité de Vie au Travail » pour les agents des services du Premier ministre.

Type de marché : Services.

CPV : 98341130 - Services de conciergerie.

GM : 45.05.07 - Autres prestations et services.

## ARTICLE 3 – PROCÉDURE DE PASSATION

La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

## ARTICLE 4 – SUBDIVISION DE LA CONSULTATION

### 4.1 Allotissement

En application de l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, le besoin n'est pas alloté car la dévolution en lots séparés risquerait de restreindre la mise en concurrence compte tenu du modèle économique du secteur d'activité.

### 4.2 Tranches

Il n'est pas prévu de tranches.

## ARTICLE 5 – VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

## ARTICLE 6 – FORME ET MONTANT DU MARCHÉ

La présente consultation donne lieu à conclusion d'un **marché composite traité, en partie, en marché ordinaire à prix forfaitaire** (*incluant notamment la fourniture et la gestion de casiers connectés, la mise à disposition d'une conciergerie digitale et les animations QVT programmées*) **et, en partie, en accord-cadre à bons de commande** (*animations QVT supplémentaires commandées sur la base du bordereau des prix*

unitaires et du catalogue tarifé contractuel du titulaire le cas échéant).

Pour les prestations traitées en accord-cadre à bons de commande uniquement, le cadrage financier est le suivant :

- Montant estimatif annuel : **7 000 € HT** (information non-contractuelle) ;
- Montant minimum annuel : **sans** ;
- Montant maximum annuel : **21 000 € HT**.

## **ARTICLE 7 – DURÉE DU MARCHÉ**

Le marché est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois à compter du **1<sup>er</sup> juillet 2025** ou de sa date de notification si elle est postérieure. Il est reconductible tacitement trois (3) fois par période de douze (12) mois chacune, sans que la durée totale du marché puisse excéder quarante-huit (48) mois.

En cas de non-reconduction du marché, le titulaire en est informé au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire de la notification du marché. En cas de non-reconduction, il reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser les reconductions.

Il est possible d'émettre des bons de commande, au titre de la partie traitée en accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, pendant toute la durée du marché.

## **ARTICLE 8 – LANGUE DU MARCHÉ**

Tous les documents remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il fournit, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

Les communications écrites ou orales entre l'acheteur et le titulaire durant la phase d'exécution du marché s'effectuent en français.

## **ARTICLE 9 – UNITÉ MONÉTAIRE DU MARCHÉ**

L'unité monétaire qui s'applique au marché est l'Euro (€).

## **ARTICLE 10 – ÉTENDUE DU MARCHÉ**

Le marché est conclu par l'acheteur représenté par la DSAF. Il est ouvert à l'ensemble des services et des entités relevant du périmètre budgétaire du Premier ministre et des entités associées par convention.

Les entités bénéficiaires du marché sont listées en annexe 1 à l'acte d'engagement. Cette liste est évolutive, des services et entités pouvant adhérer au marché en cours d'exécution. Les adhésions au marché sont notifiées par ordre de service, le cas échéant. Les entités sont également susceptibles de sortir du périmètre du marché, cette sortie est notifiée au titulaire par l'émission d'un ordre de service.

Les entités adhérant au marché en cours d'exécution ne pourront pas bénéficier des prestations forfaitaires, figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Toutefois, elles pourront bénéficier des prestations traitées à prix unitaires, figurant au BPU et/ou au catalogue tarifé contractuel du titulaire (auquel la/les remise(s) concédée(s) dans l'acte sera/ont appliquée(s)), via l'émission de bons de commandes.

## ARTICLE 11 – PÉRIMÈTRE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le marché s'exécute à Paris et en région Ile-de-France.

## ARTICLE 12 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

### Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes :
  - o *Annexe 1 : Liste des entités bénéficiaires du marché ;*
  - o *Annexe 2 : Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;*
  - o *Annexe 3 : Bordereau des prix unitaires (BPU) ;*
  - o *Annexe 4 : Grille tarifaire des services proposés aux utilisateurs de la conciergerie ;*
  - o *Annexe 5 : Délais d'exécution des prestations commandées par les utilisateurs de la conciergerie.*
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le catalogue tarifé des prestations de conciergerie proposées aux utilisateurs ;
- Le catalogue tarifé des animations QVT (autres que celles figurant à la DPGF et au BPU) le cas échéant.

### Pièce générale :

- Le cahier des clauses administratives générales de référence portant sur les marchés de fournitures courantes et de service (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur à la date de publication de la consultation.

Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) (Arrêté du 30 mars 2021 – JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021) n'est pas joint au dossier de consultation, le titulaire étant réputé en avoir pris connaissance.

L'ensemble des textes législatifs et réglementaires ainsi que les normes en vigueur s'appliquent au présent marché.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

Seuls les documents conservés dans les archives de l'acheteur font foi.

## ARTICLE 13 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 13.1 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. À ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur des modifications survenant en cours d'exécution du marché relatives notamment :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination sociale ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;

- aux renseignements fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- au fonctionnement de l'entreprise, susceptibles d'influer sur l'exécution du marché.

À défaut, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

### **13.2 Obligation de confidentialité**

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toute mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Conformément à l'article 5.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché à ses torts. Le titulaire reconnaît avoir été avisé que toute divulgation d'information confidentielle est susceptible d'entraîner l'application des dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

### **13.3 Conflits d'intérêts**

Le titulaire prend toute mesure nécessaire pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché, ceci valant notamment dans le cas où sont attendues de sa part des prestations de conseil et/ou d'assistance.

Dans ce cadre, il prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que :

- des situations de conflit entre les missions confiées au titre du présent marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions ;
- ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du marché.

En cas de conflit d'intérêts surgissant pendant l'exécution du marché, le titulaire informe sans délai et par écrit l'administration de l'existence dudit conflit et prend immédiatement toutes les mesures nécessaires pour y mettre fin.

L'administration se réserve le droit de vérifier que lesdites mesures sont appropriées et d'exiger, le cas échéant, que des mesures complémentaires soient prises dans le délai qu'elle prescrit.

### **13.4 Obligations sociales**

Conformément aux articles L. 8222-1 et D. 8222-5 du code du travail, le titulaire établi en France doit fournir à l'acheteur, **tous les six (6) mois**, à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution des prestations :

- une **attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale** (attestation de vigilance), prévue par l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six (6) mois ;
- son **numéro unique d'identification**.

Lorsque le titulaire est établi hors de France, il fournit, **tous les six (6) mois**, à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les pièces listées dans l'article D. 8222-7 du

code du travail.

Que le titulaire soit établi en France ou non, il doit fournir, **tous les six (6) mois**, à compter de la notification du marché, la **liste nominative des travailleurs étrangers** qu'il emploie soumis à autorisation de travail exigée par les articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié concerné : sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre de son titre valant autorisation de travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire, au représentant de l'acheteur, sur la plateforme en ligne e-attestations mise à disposition gratuitement, à l'adresse URL suivante : <https://www.e-attestations.com>

### **13.5 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des prestations qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations objet du marché.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

### **13.6 Traitement des données à caractère personnel**

Le titulaire, en tant que responsable du traitement des données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du présent marché, est tenu au respect des règles européennes et françaises applicables au traitement des données à caractère personnel, notamment :

- le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données – RGPD) ;
- la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

#### **Mesures techniques et organisationnelles :**

Le titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour :

- s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément au règlement général de protection des données (RGPD) et à la loi informatique et libertés ;
- protéger les droits de la personne concernée par le traitement des données ;
- garantir que, par défaut, seules les données à caractère personnel qui sont nécessaires au regard de chaque finalité spécifique du traitement sont traitées ;
- garantir un niveau de sécurité adapté au risque encouru ;
- notifier à l'autorité de contrôle toute violation des données personnelles dont il a en charge le traitement ;
- informer la personne concernée de la violation de ses données personnelles.

En tant que responsable de traitement, le titulaire doit pouvoir documenter et justifier auprès de l'acheteur l'ensemble des mesures prises pour agir en conformité avec la législation et la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles.

#### **Sous-traitance :**

Le responsable de traitement qui fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement des données doit obtenir préalablement l'agrément et l'acceptation de l'acheteur.

Il présente son sous-traitant par le biais du formulaire DC4 ou d'un document au contenu identique établi sur papier libre.

Le titulaire doit s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées.



Il demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants en indiquant les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

## **ARTICLE 14 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **14.1 Prestations forfaitaires**

Les prestations forfaitaires identifiées dans la DPGF et le CCTP s'exécutent à compter de la notification du marché au titulaire.

### **14.2 Bons de commande**

Des prestations peuvent être commandées par l'émission préalable de bons de commande construits sur le fondement des prix unitaires du BPU.

Ces bons de commande seront notifiés au titulaire au fur et à mesure des besoins et leur exécution doit être terminée dans les quatre (4) mois suivants la fin de validité du marché. Aucun minimum de commande ne peut être exigé par le titulaire.

Toute prestation exécutée sans émission préalable d'un bon de commande ne peut donner lieu à facturation par le titulaire.

Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen faisant foi.

Chaque bon de commande précisera notamment :

- le numéro et l'intitulé du marché ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- l'identification des parties contractantes ;
- le nom et l'adresse du service bénéficiaire ;
- le comptable assignataire et l'ordonnateur des paiements du service bénéficiaire ;
- l'adresse de facturation ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le lieu et le délai de livraison des prestations ;
- le montant total du bon de commande, calculé sur la base des prix unitaires du marché, mentionnant le prix HT, le montant de la TVA et le prix TTC.

Lorsque l'acheteur souhaite annuler un bon de commande, il procède à son annulation dans les conditions prévues par le chapitre 7 du CCAG-FCS. Dans l'hypothèse où l'exécution du bon de commande n'a pas commencé, l'annulation de celui-ci n'engendre aucune indemnité au profit du titulaire.

La résiliation du marché par l'acheteur ne remet pas en cause la validité des bons de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation ou de dénonciation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au service ou à l'entité bénéficiaire du marché ayant émis le bon de commande dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception dudit bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

## **ARTICLE 15 – REPRÉSENTATION DES PARTIES ET NOTIFICATIONS**

### **15.1 Représentation des parties**

#### ***15.1.1 Représentation de l'acheteur***

Le Bureau des Achats Ministériels (BAM) de la DSAF est l'entité désignée pour le suivi administratif du marché, et notamment pour les révisions de prix.

En outre, une fois le marché notifié au titulaire, chaque service ou entité bénéficiaire dudit marché désignera un interlocuteur technique au titulaire. L'acheteur informe le titulaire de toute modification concernant les interlocuteurs désignés.

#### ***15.1.2 Représentation du titulaire***

Le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur habilité à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché.

Dans un délai de cinq (5) jours calendaires suivant la notification du marché, le titulaire désignera cet interlocuteur dans un document dédié.

Le titulaire informe, sans délai, l'acheteur de toute modification concernant l'interlocuteur désigné.

### **15.2 Notifications**

Les échanges et notifications liées à l'exécution du présent marché s'effectuent conformément aux stipulations du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 16 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION**

Durant l'exécution du marché, l'acheteur s'assure du bon déroulement de l'exécution des prestations contenues dans le marché.

Il se réserve la possibilité de se rendre sur les lieux d'exécution des prestations pour s'assurer du bon déroulement de celles-ci.

Les opérations de vérification s'effectuent dans les conditions prévues par le CCAG-FCS.

À l'issue des opérations de vérifications, l'acheteur prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 17 – PRIX**

### **17.1 Forme et contenu des prix**

Les prestations du marché sont traitées de deux manières :

- Les prestations forfaitaires, identifiées dans le CCTP, sont réglées sur la base des prix figurant à la DPGF, dans les conditions fixées par l'article 19 du présent CCAP ;
- Les prestations traitées à prix unitaires, identifiées dans le CCTP, sont réglées sur la base des prix figurant au BPU et/ou au catalogue tarifé contractuel du titulaire, dans les conditions fixées à l'article 19 du présent CCAP, auquel sera/ont appliquées la ou les taux remises consenties à l'acte d'engagement.

Les prix sont exprimés en euros (€) hors taxes (HT) ou toutes taxes comprises (TTC).

## **17.2 Variation des prix**

### **17.2.1 Modalités de variation des prix**

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des plis (appelé « mois zéro » - M0), soit en **avril 2025**.

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution du marché. Ils sont révisables à la hausse comme à la baisse, une fois par an, à compter de la deuxième année d'exécution du marché par application de la formule prévue à l'article 17.2.2 (*infra*). Si possible, la révision des prix est effectuée à la date anniversaire du marché.

La demande de révision des prix est remise obligatoirement par écrit (courrier électronique ou postal avec accusé de réception électronique) au représentant de l'acheteur, au plus tard trente (30) jours avant son application.

La demande mentionne le numéro du marché objet de la demande de révision et la formule de calcul détaillée avec la valeur des indices utilisés. Le titulaire transmet également la DPGF et le BPU qui comporte les prix révisés.

L'acheteur dispose de trente (30) jours pour accepter ou refuser la proposition de révision. Passé ce délai, le silence gardé par l'acheteur vaut acceptation des prix révisés.

Les prix révisés sont appliqués à compter de leur acceptation par l'acheteur, ou passé le délai susmentionné en cas de silence gardé par l'acheteur, pour un (1) an.

Dans l'hypothèse où aucun prix révisé n'est transmis dans le délai ci-dessus à l'acheteur, celui-ci applique les prix du marché, indiqués à la DPGF et au BPU, en vigueur jusqu'à la prochaine échéance annuelle (date anniversaire du marché).

### **17.2.2 Formule de révision**

Les prix sont révisés par application de la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \times (I_n / I_0)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT,

P<sub>0</sub> = prix initiaux HT figurant dans la DPGF et le BPU,

I<sub>n</sub> = dernière valeur définitive connue de l'indice publiée par l'INSEE à la date anniversaire du marché,

I<sub>0</sub> = dernière valeur connue de l'indice publiée par l'INSEE au mois M0.

Cette révision s'effectue par référence à l'indice suivant :

- **Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565196**

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, les coefficients seront calculés à trois décimales. L'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondie par excès).

Lorsque l'indice de révision des prix a été supprimé et que la révision des prix est ainsi rendue impossible, il est fait usage, sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire, de l'indice de remplacement proposé par l'INSEE. Les valeurs de l'indice supprimé sont converties en valeur du nouvel indice utilisant le coefficient de raccordement proposé par l'INSEE.

### **17.2.3 Ajustement des prix du catalogue contractuel du titulaire**

Les prestations et les prix du catalogue contractuel du titulaire sont ajustés sur la base des prix applicables à l'ensemble de la clientèle du titulaire.

Le titulaire communique à l'acheteur les prix ajustés au moins (1) mois avant leur entrée en vigueur.

Les anciens prix s'appliquent pour toute commande passée avant la communication des prix ajustés.

Dans tous les cas, les prix applicables au titre du présent marché ne peuvent être supérieurs à ceux appliqués à l'ensemble de la clientèle du titulaire. Le taux de remise sur catalogue, indiqué à l'acte d'engagement, reste intangible durant la durée du marché.

### **17.2.4 Prix réglés par les utilisateurs de la conciergerie**

Les prix des prestations réglées au titre de la DPGF ou des bons de commande émis sur la base des prix du BPU ne couvrent pas les prestations commandées par les agents pour leurs besoins propres (pressing, cordonnerie, retouches, etc.).

Les prix des prestations commandées par les usagers de la conciergerie sont fixés dans la grille tarifaire annexée à l'acte d'engagement (annexe 4) et dans le catalogue contractuel tarifé du titulaire.

Ces prix pourront être révisés annuellement, à l'initiative du titulaire, à la date anniversaire de la notification du marché. Le titulaire informe par écrit l'acheteur de cette nouvelle grille tarifaire au moins un (1) mois avant son entrée en vigueur.

## **ARTICLE 18 – RÉGIME FINANCIER**

### **18.1 Avances**

#### **18.1.1 Avances pour les prestations traitées à prix forfaitaires**

Sauf si le titulaire a non renoncé au bénéfice de l'avance dans l'acte d'engagement, il lui est versé au titre de la première année d'exécution, et de chaque période de reconduction le cas échéant, une avance égale à 5% (ou 30% si le titulaire est une PME) du montant annuel forfaitaire TTC.

L'avance versée au titulaire tient lieu, le cas échéant, des prestations sous-traitées et donnant lieu à un paiement direct.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

#### **18.1.2 Avances pour les prestations traitées à prix unitaires (bons de commande)**

Au regard du montant maximum annuel de la partie traitée en accord-cadre à bons de commande, aucune avance ne sera versée au titre des bons de commande.

### **18.2 Acomptes**

Les versements à titre d'acomptes s'effectuent conformément aux dispositions des articles L. 2191-4, R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique.

### **18.3 Paiement partiel définitif et solde**

Les prestations à prix forfaitaire seront réglées au moyen d'un règlement partiel définitif mensuel, conformément à l'article R. 2191-26 du code de la commande publique.

Les prestations traitées à prix unitaires commandées par des bons de commande donnent lieu à un paiement unique au solde après admission des prestations correspondantes.

### **18.4 Retenue de garantie et cautionnement**

Aucune retenue de garantie n'est prévue.

### **18.5 Cession ou nantissement de créance**

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

### **18.6 Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L. 2192-10 et suivants du code de la commande publique.

Le délai global de paiement ne peut excéder trente (30) jours. À défaut de paiement dans le délai de trente (30) jours, les intérêts moratoires sont dus.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Conformément aux articles R. 2192-35 à R. 2192-36 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à quarante (40) euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

## **ARTICLE 19 – RÈGLEMENT DES PRESTATIONS**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur. Le paiement se fait par virement administratif au compte du titulaire.

### **19.1 Contenu des factures**

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- l'objet, la date et le numéro du marché (numéro d'engagement juridique chorus) ;
- la date d'établissement et le numéro de la facture ;
- le numéro du bon de commande, le cas échéant ;
- le nom, l'adresse et le numéro de SIRET du titulaire ;
- l'intitulé et l'adresse du service qui a passé commande ;
- la désignation des articles et les quantités livrées ;
- le montant HT, le taux et le montant de la TVA ainsi que le montant TTC ;
- les modalités de règlement telles qu'elles sont précisées dans l'acte d'engagement (référence du compte postal, bancaire ou trésor public ouvert au nom du titulaire).

Les éventuels retards de paiement ne constituent pas une clause licite de suspension des obligations du titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale et sans indemnité du marché, par l'acheteur, aux torts exclusifs du titulaire.

## **19.2 Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

## **19.3 Transmission des factures**

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

### **1. Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

### **2. Mode service ou API (Application Programming Interface) :**

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de factures s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires etc.

### **3. Mode EDI (Échange de données informatisées) :**

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de factures adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> rubrique « nous contacter ».

## **19.4 Désignation du comptable assignataire et de l'ordonnateur**

Le comptable assignataire est, selon les cas :

- **Pour les services et entités bénéficiaires du marché dont les commandes sont gérées par la DSAF :**

Le contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès des services du Premier ministre  
Département comptable ministériel

20 avenue de Ségur – TSA 70721  
75007 PARIS

- **Pour les autres services et entités bénéficiaires du marché :**

Le comptable assignataire dont relève l'entité bénéficiaire et dont les coordonnées sont mentionnées sur les bons de commande émis par l'entité bénéficiaire.

L'ordonnateur des paiements est, selon les cas :

- **Pour les services ou entités bénéficiaires du marché dont les commandes sont gérées par la DSAF :**

Monsieur le représentant de la Direction des services administratifs et financiers par délégation  
du Premier ministre  
20 avenue de Ségur – TSA 70 723  
75007 PARIS

- **Pour les autres entités bénéficiaires du marché :**

L'autorité habilitée, au sein de l'entité concernée, à ordonner les paiements et dont les coordonnées figurent sur le bon de commande.

## **ARTICLE 21 – PÉNALITÉS**

### **21.1 Stipulations générales**

Par dérogation aux stipulations de l'article 14 du CCAG précité, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable du titulaire. Elles sont applicables dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont dues quand bien même leur montant serait inférieur à mille (1 000) euros pour l'ensemble du marché. Toutefois, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 10% :

- du montant du bon de commande concerné pour les prestations traitées à prix unitaires ;
- du montant annuel des prestations traitées à prix forfaitaires.

Les pénalités sont déduites de la première facture émise après la constatation du fait générateur.

Les pénalités sont cumulables.

La TVA ne s'applique pas aux pénalités.

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles, et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle, et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

### **21.2 Pénalités pour retard**

#### ***21.2.1 Pénalité pour retard de remise des articles***

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cinquante (50) euros HT par jour de retard à compter de la date de restitution de l'article déposé initialement prévue calculée par rapport au délai d'exécution de la prestation commandée par l'agent et figurant en annexe de l'acte d'engagement.

### **21.2.2 Pénalité pour retard au démarrage des animations**

Tout retard de présentation de tout ou partie des personnels prévus à la réalisation des animations (conformément au planning arrêté conjointement par l'administration et le titulaire) entraîne l'application d'une pénalité de deux cent (200) euros HT par demi-heure de retard.

### **21.2.3 Pénalité pour retard dans la communication du reporting mensuel, du reporting annuel et/ou de l'enquête de satisfaction**

Les délais de communication sont prévus aux articles 2.7.1 du CCTP (pour le reporting mensuel), 2.7.2 du CCTP (pour le reporting annuel) et 2.7.3 du CCTP (pour l'enquête de satisfaction). Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de trente (30) euros HT par jour ouvré de retard.

### **21.2.4 Pénalité pour non-respect des délais de réponse aux demandes et réclamations des utilisateurs et de l'administration**

Les délais de réponse sont prévus à l'article 2.6 du CCTP. Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cinquante (50) euros HT par jour de retard.

### **21.2.5 Pénalité pour absence de solution apportée aux demandes et réclamations des utilisateurs et de l'administration**

Si aucune réponse n'est apportée par le titulaire à une demande ou une réclamation dans un délai de dix (10) jours à compter de sa réception, celle-ci est considérée comme non solutionnée.

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT pour chaque demande ou réclamation non solutionnée

Cette pénalité se cumule avec la pénalité pour non-respect des délais de réponse aux demandes et réclamations des utilisateurs et de l'administration (article 21.2.4 du présent CCAP).

### **21.2.6 Pénalité pour non-respect du délai d'intervention en cas de dysfonctionnement technique (casiers connectés, site internet, application mobile)**

Les délais de réponse sont prévus à l'article 2.6 du CCTP. Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cinquante (50) euros HT par jour de retard.

## **21.3 Autres pénalités**

### **21.3.1 Pénalité pour non-respect du délai de transmission des éléments de communication à l'interlocuteur technique pour la tenue des animations programmées (site Ségur-Fontenoy)**

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cinquante (50) euros HT chaque fois que le délai prévu à l'article 2.5 du CCTP n'est pas respecté.

### **21.3.2 Pénalité pour absence à une réunion de suivi**

L'article 2.7.5 du CCTP prévoit l'organisation de réunions de suivi avec en présence du titulaire. Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cent-cinquante (150) euros HT par réunion manquée.

## **ARTICLE 22 – STIPULATIONS DIVERSES**

### **22.1 Double labellisation**

La DSAF bénéficie du Label Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et du Label



Diversité.

À ce titre, elle conduit une politique visant à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles et d'autre part à prévenir les discriminations et promouvoir la diversité, non seulement dans la gestion de ses ressources humaines mais aussi dans le cadre de ses relations avec ses prestataires et fournisseurs.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, la DSAF met actuellement en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes, favoriser le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès des femmes aux fonctions d'encadrement et d'encadrement supérieur.

Pour inciter le prestataire de la DSAF à entamer ou développer une démarche similaire ou pour s'inspirer de ce que dernier a déjà entrepris en matière d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations, la personne publique a rédigé un questionnaire « diversité et égalité professionnelle », annexé au règlement de la consultation.

Les informations renseignées dans ce formulaire n'ont aucune incidence sur l'analyse des candidatures et sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

Le questionnaire complété peut être remis soit au moment de la remise de l'offre, soit au moment de l'attribution du marché au soumissionnaire retenu. Il n'est exigé que du seul attributaire.

**Le contenu du questionnaire doit être actualisé par le titulaire du marché tous les ans et transmis à l'acheteur par tout moyen.**

## **22.2 Sous-traitance**

Les articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique sont applicables au présent marché.

Il est interdit de sous-traiter l'intégralité des prestations du marché. Le titulaire ne peut sous-traiter qu'une partie des prestations du marché.

L'opérateur économique peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées. L'opérateur économique fournit, dans son offre, le formulaire DC4 dûment complété ou document au contenu identique établi sur papier libre.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient en cours d'exécution du marché, le titulaire remet à l'acheteur un acte spécial de sous-traitance.

## **22.3 Propriété intellectuelle**

Les stipulations des articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent dans le cadre du présent marché.

## **22.4 Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages de toute nature causés aux biens et/ou aux personnes du fait de l'exécution du marché.

Il doit justifier, dans un délai de cinq (5) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Le titulaire informe expressément et sans délai, l'acheteur, de toute modification de ses contrats d'assurance.

#### **22.5 Mesures de sécurité et modalités d'accès aux sites**

Les personnels du titulaire ainsi que ceux de ses éventuels cotraitants et/ou sous-traitants doivent se conformer strictement aux mesures de sécurité ainsi qu'aux modalités d'accès aux sites communiquées à la notification du marché par les services et entités bénéficiaires dudit marché.

#### **22.6 Résiliation**

Le présent marché peut être résilié, avant son achèvement, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Les dispositions des articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du code de la commande publique sont également applicables au marché.

#### **22.7 Exécution aux frais et risques du titulaire**

L'acheteur peut faire procéder à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché, par un tiers, aux frais et risques du titulaire dans les conditions précisées à l'article 45 du CCAG-FCS.

#### **22.8 Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution de celui-ci.

La procédure de règlement à l'amiable des différends ou litiges, susceptibles de survenir en cours d'exécution du marché est celle prévue aux articles R. 2197-1 à R. 2197-24 et D. 2197-13 à D. 2197-22 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est le comité consultatif national de règlement amiable des litiges (6 rue Louise Weiss – 75003 Paris ; Tél : 01 44 87 17 17).

#### **22.9 Litiges et contentieux**

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige résultant de l'exécution du présent marché, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris (4 rue de Jouy - 75004 Paris ; Tél : 01 44 59 44 00).

## ARTICLE 23 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Les articles du présent CCAP dérogeant au CCAG-FCS sont listés dans le tableau ci-dessous :

Article du présent CCAP dérogeant au CCAG-FCS	Articles du CCAG-FCS auquel il est dérogé
12	4.1
13.2	5.1.1
17.2.1	10.2.4
21.1	14
21.1	14.1.3

En cas de stipulations contradictoires, les clauses du présent CCAP prévalent sur celles du CCAG-FCS.